



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

IPM/CSD-17 on [Agriculture, Rural development, Land, Drought, Desertification, and Africa](#).
New-York, February 23-27, 2009

Subject: Agriculture
Date 24.02.09
Responsible Person: Claudia Challandes

Chère Mme la Présidente,

vous l'avez dit dans votre discours d'introduction, nous avons besoin d'une révolution. Sans changement fondamental, nous ne pourrions pas répondre aux besoins croissants de la population mondiale et doubler la production agricole d'ici à 2050.

Notre tâche clef sera certes de rendre l'agriculture plus productive mais aussi équitable et protectrice des ressources naturelles (comme l'a bien très bien présenté Mme Sara Scherr ce matin), bref, une agriculture durable.

Et l'objectif majeur est dès à présent et rapidement d'accroître les investissements publics mais également privés dans l'agriculture et dans les infrastructures en milieu rural. Comment accroître ces investissements ? la CSD17 devrait jouer un rôle important pour la formulation de recommandations concrètes dans ce sens.

Nous aimerions aussi vous rendre attentifs à l'évaluation internationale sur le rôle de la science et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD). Le rapport IAASTD propose des options politiques dont nous devrions mieux tenir compte.

La Suisse soutient les priorités suivantes que le Secrétaire Général mentionne en partie dans le document (E/CN.17/2009/3) mais qui ne sont pas repris suffisamment dans le chapitre final « The Way Forward »:

- Les politiques commerciales, agricoles et alimentaires doivent favoriser une agriculture répondant à de multiples fonctions, notamment de gérer durablement les ressources naturelles.
- Nos efforts doivent plus se concentrer sur les exploitations familiales qui possèdent les plus grandes potentialités en terme d'accroissement de la production.
- Il faut favoriser une production locale/régionale et durable, tout en favorisant l'ouverture progressive et équitable des marchés.

- Les liens commerciaux entre les agriculteurs et les acheteurs locaux, régionaux et internationaux, ainsi que d'autres secteurs non agricoles, doivent être établis sur le long terme.
- L'intégration et l'accès au marché des agriculteurs et la limitation des risques lié à la volatilité des prix est une priorité.

Voici un certain nombre de recommandations qui nous sont importantes:

- Il est crucial de donner plus de poids à la reconnaissance des critères de durabilité (environnementaux, sociaux) par les règles internationales du commerce. Le chapitre de l'OMC « commerce et environnement » doit être renforcé.
- Le développement de standards de durabilité et de systèmes de certification harmonisés au niveau international est nécessaire. Les gouvernements ont, sur ces questions, un rôle de guidance important à jouer.

Mme la Présidente, nous aimerions dans ce sens répondre à la question que nous vous avez posé hier concernant les biocarburants. La Suisse est d'avis que :

- La promotion des biocarburants nécessite des conditions cadres assurant un effet positif prouvé de leur utilisation et qui vérifie leur compatibilité à des standards sociaux et environnementaux minimaux. La production des biocarburants ne doit pas entrer en concurrence avec la production alimentaire.

Mme la Présidente, les recommandations suivantes devraient encore être prises en compte:

- La reconnaissance et la rémunération (privée et publique) des services environnementaux des agriculteurs est essentielle pour une production agricole durable.
- La recherche, le conseil et la vulgarisation pour l'application de pratiques agricoles durables comme les systèmes de production intégrés et combinés (cultures, élevage ; agricoles et forestiers), orientés vers une protection du sol et une utilisation efficace de l'eau doivent être renforcés.
- La gestion des risques est une question centrale pour les petits exploitants. Il faut favoriser une diversification (sur toute la chaîne de production) et mettre en place de systèmes de micro-assurance.

Et finalement, il nous rappelons que la croissance de la production agricole nécessaire ne doit pas s'accomplir au dépens des ressources naturelles (eau, sol, forêts et biodiversité) et sociales. Nous parlerons du sol à la session de demain, mais nous aimerions proposer des recommandations sur deux thèmes ici :

- **Eau** : les mesures à prendre sont sur 3 niveaux: la recherche (espèces résistantes à la sécheresse), la formation, le conseil, la vulgarisation (mode de

production et gestion des sols), et les infrastructures (limiter les pertes, réservoirs).

- De plus, il s'agit de définir des règles (lois, bonnes pratiques, codes de conduites) pour faire face aux conflits d'intérêts et la valorisation de l'eau.
- **Climat** : la séquestration du carbone et le choix de modes de production écologiques peuvent y contribuer. Nous soutiendrions la proposition faite ce matin par Mme Sara Scherr, d'intégrer un accord concernant les impacts de l'agriculture dans les accords de Copenhague.